

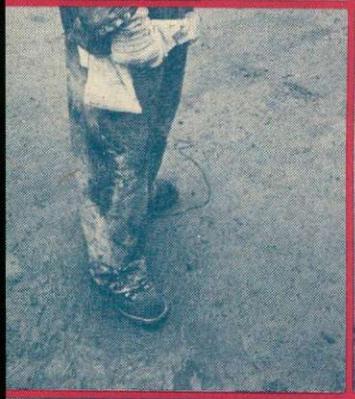
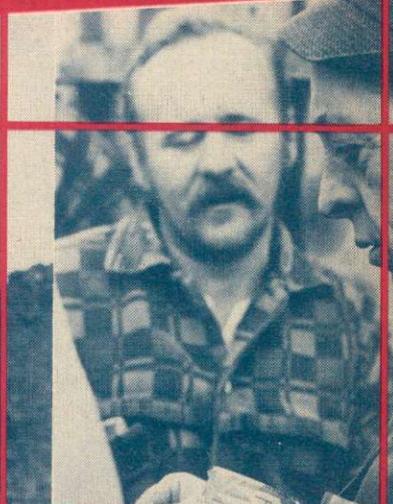
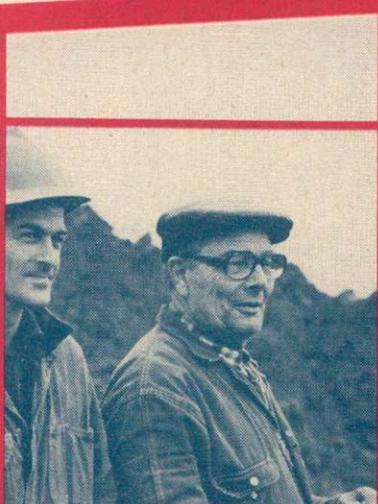
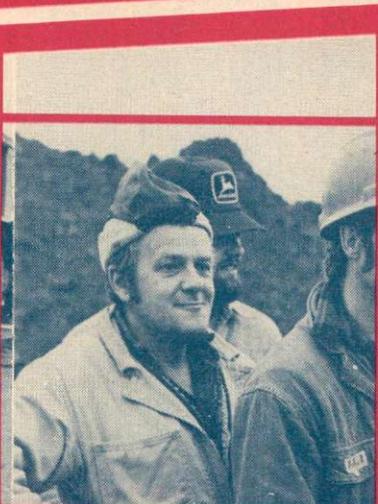
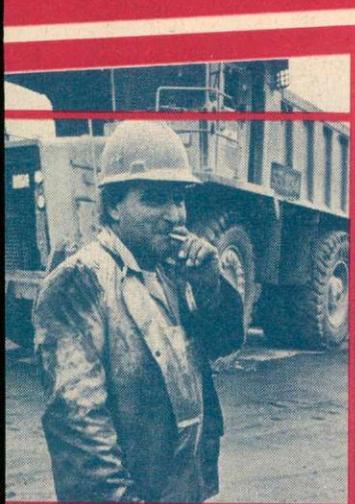


service de l'information (514) 598-2155
1601, de Lorimier, Montréal H2K 4M5

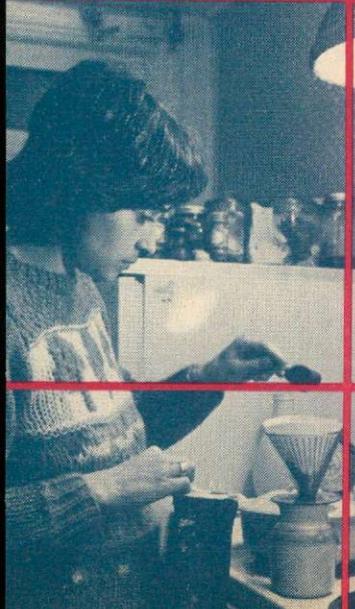
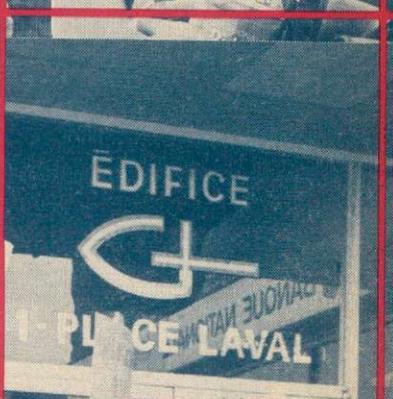
no 157

semaine du 16 au
22 avril 1982

nouvelles csn



**BONNE FÊTE
DU 1er MAI**



***ouverture
des conventions***
NON
À
L'ULTIMATUM
DU
GOVERNEMENT





agenda du mouvement

avril

- 23-24 **FESP** bureau fédéral
- 24-25 **CSN** tournée pré-congrès
- 28-30 **FTPF** conseil fédéral
- 29-1 **conseil central de Granby** congrès biennal régulier

mai

- 1-2 **CSN** tournée pré-congrès
- 4-7 **FNC** congrès régulier
- 5-8 **FSMMPC** congrès régulier, à Victoriaville
- 6-7 **SECSN** conseil syndical, à Québec
- 6-7 **FTPF** réunion d'équipe, à Québec
- 7-8-9 **la maîtresse d'école** colloque sur la pédagogie progressiste, à Montréal (voir petites nouvelles)
- 8-9 **CSN** tournée pré-congrès
- 12-14 **CSN** comités pré-congrès
- 14-16 **FTPF** conseil fédéral, à Québec
- 14-17 **CSN** conseil confédéral
- 21-23 **conseil central de Victoriaville** congrès régulier
- 23-29 **CSN** congrès régulier de la centrale, à Québec

juin

- 3-4 **FTPF** réunion d'équipe

L'équipe nouvelles csn

rédaction: Jean-Noël Bilo-deau, Jean-Anne Bouchard, Guy Ferland, Jacques Gauthier, Henri Jalbert, Luc Latraverse, Jean-Pierre Paré, Gaston Pouliot, Michel Rioux, Marcel Benoît, Clément Guèvremont et Michel Crête

diffusion: André Sauvé.

secrétaire: Louise Filteau.

télécommunications: Jeanne Belzil, Bérangère Marchand.

photographie: archives CSN, Pierre Gauvin-Évrard, Bertrand Carrière, François Rivard, Louise de Grosbois, et Hélène Rochon.

collaboration: Édith Pariseau.

nouvelles csn, organe officiel de la CSN, paraît tous les lundis à l'intention des travailleurs et des travailleuses.

Composé, monté et imprimé par les travailleurs et travailleuses de Interlitho Inc., 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent.



le premier mai

DES LIBERTÉS À PRENDRE

À tous les ans revient le premier mai, comme une sonnette d'alarme comme un cri du monde qui veut vivre.

Le premier mai, symbole de nos luttes quotidiennes, des gars de Lapalme trahis par le gouvernement fédéral, des présidents de centrales emprisonnés par le gouvernement libéral de Bourassa, des travailleurs et des travailleuses assiégé-e-s par le coût de la vie qui monte, monte plus qu'il est possible d'en absorber, de ceux et celles qui sont tué-e-s, blessé-e-s, amoindri-e-s par leur travail, du nombre de plus en plus grand de ceux et celles qui, dans le public comme dans le privé, se retrouvent dans la rue, victimes du chômage, clients de l'aide sociale. Dévalorisé-e-s.

Le premier mai, la fête du monde qui se reconnaît, qui n'entend pas se laisser isoler dans la crise qui nous confronte.



ENSEMBLE
pour s'en sortir

dans les basses laurentides

un premier mai sous le signe de l'unité travailleurs-chômeurs

Le 30 avril, les chômeurs des Roulottes Unik, de J.V. components, de GM Ste-Thérèse et St-Eustache, de la fonction publique, de Kenworth.. défilent dans les rues de St-Jérôme avec d'autres travailleurs de la région pour célébrer le Premier mai.

Les chômeurs des Basses Laurentides, organisés dans les regroupements de chômeurs de St-Jérôme et de Ste-Thérèse, veulent s'en sortir et leur détermination, ils l'ont manifesté plus d'une fois. Après avoir occupé les bureaux de Francis Fox, ministre fédéral des communications et député de la région, ils ont forcé le sous-ministre du travail à Québec, Robert Dean à répondre à leurs questions. Cet ex-dirigeant

des TUA québécois a passé un très mauvais quart d'heure. Mais les chômeurs n'ont pas l'intention d'en rester là, ils projettent déjà d'autres actions.

Les regroupements de chômeurs exigent que la région des Basses Laurentides soit reconnue comme zone désignée. Alors que 50% de la population active se retrouve sans emploi en '82, que le nombre de prestataires dûment reconnus par l'assurance-chômage s'élève à 38,753 dans la région, que la seule ville de St-Jérôme a connu une hausse de 35% du nombre

un an.. on pourrait parler plutôt de zone "sinistrée"...

Les chômeurs réclament un droit de regard sur les subventions des gouvernements si la région devient zone désignée. Pas question de répéter l'expérience douloureuse des Papiers Rolland où, après avoir reçu une subvention de \$40 millions en '81, la compagnie a fait 250 mises-à-pied. Les chômeurs exigent que les profits générés soient réinvestis dans la région... comme dans le parc industriel de Mirabel, l'éléphant blanc à qui le nom de Mirage conviendrait mieux.

Les comités de chômeurs de Ste-Thérèse et de St-Jérôme regroupent des travailleurs de la CSN, la FTQ, du secteur privé et public, des travailleurs non-syndiqués, unis autour de revendications communes. Ces revendications,

elles sont nombreuses: la baisse des taux d'intérêt; un contenu à 85% canadien des autos vendues ici; l'arrêt de l'hémorragie des coupures dans les services sociaux dans cette région où par exemple on ne retrouve qu'un CLSC, là où il en faudrait 5; la mise en chantier de travaux publics; contre tout changement à la loi de l'assurance-chômage qui pénaliserait les sans-emploi; non aux concessions salariales...

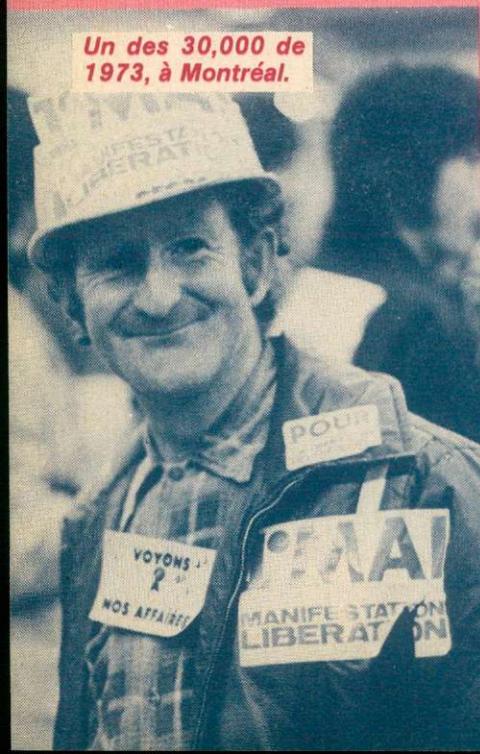
Les sans-travail des Basses Laurentides seront là le 30 avril, aux côtés des travailleurs du secteur privé comme du public, des groupes populaires, des organisations de femmes, pour rappeler que le droit du travail, c'est une lutte de tout le mouvement ouvrier, à travers tout le Québec.

Un Premier mai qui ne passera pas inaperçu.

**Le printemps
des travailleurs,
à Hull, en 1975.**



**Un des 30,000 de
1973, à Montréal.**



Les travailleurs et travailleuses de la CSN et de la CEQ se sont retrouvés-e-s, en 1979, à Victoriaville.



les retraités ne veulent plus être ignorés

“À chaque année au Québec, 60,000 personnes prennent leur retraite. Et ils sont de plus en plus nombreux à vouloir s’organiser pour défendre leurs droits collectifs comme retraités.” C’est en ces termes que Madeleine Brosseau, une militante de l’association québécoise pour les droits des retraités nous décrit la situation parmi cette *“couche de la société trop longtemps abandonnée”*.

“Toute leur vie ils ont contribué de diverses façons à la société, aujourd’hui, plusieurs se retrouvent devant rien.” Cette militante syndicale de la première heure qui a été active lors de la première grève au magasin Dupuis, une grève pour la

syndicalisation, ne ménage pas ses énergies pour que les retraités *“se prennent en main et aillent revendiquer”*. Ses 25 années de vie syndicale lui ont enseigné que *“sans lutte, on ne peut rien gagner”*, et c’est ce qu’elle tente de faire partager aux autres retraités.

Mais les obstacles sont nombreux. La retraite c’est aussi l’isolement, la crainte de perdre le peu qui reste, d’être sans défense face à une société qui préfère oublier le triste sort qu’elle leur réserve. On est loin de la force collective du mouvement organisé des travailleurs, regroupés sur leur lieu de travail.

Pour Madeleine Brosseau, tous les espoirs sont malgré tout permis. En un

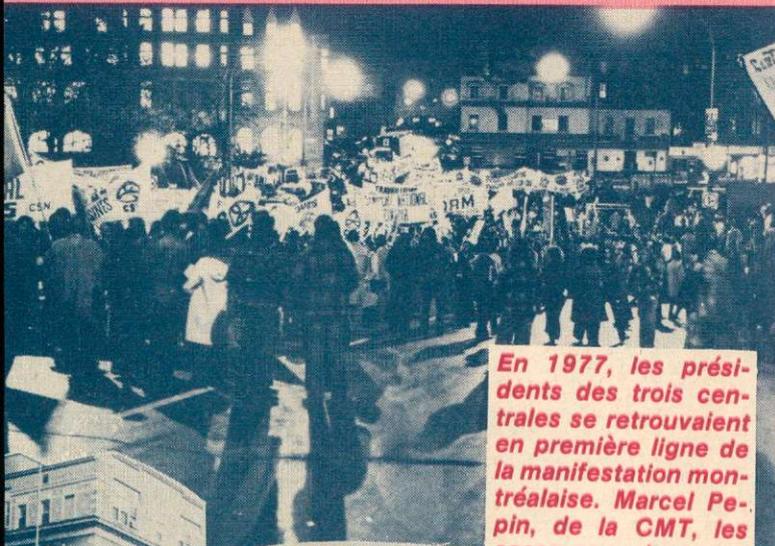
an, les demandes d’adhésion à l’AQDR ont doublé. Déjà, à travers les 32 sections de l’organisation des leaders presque spontanés prennent en main le travail. Pour l’AQDR, la formation de ces dirigeants du mouvement de défense des retraités est une priorité, pour cela *“il faut travailler avec la base, s’enraciner dans le milieu et, avec les pré-retraités, préparer l’avenir”*.

Le travail, les terrains de lutte ne manquent pas. Cette année, la question du logement est particulièrement cruciale, surtout avec les hausses de loyers dans les HLM où vivent un grand nombre de personnes âgées. Pour plusieurs, le revenu mensuel se limite

à la sécurité de la vieillesse et au supplément de revenu garanti, soit l’équivalent de \$425. par mois. Au Québec, 63% des personnes âgées vivent sous le seuil de pauvreté, de ce nombre, 47% sont des femmes.

Parmi les autres priorités de l’AQDR, il y a le droit d’accéder à la retraite à 60 ans, la refonte des régimes de pension et leur indexation, les centres d’accueil, les services à domicile qui ont pratiquement été abolis à Montréal... la liste est longue.

Aux yeux de Madeleine Brosseau, un énorme travail de déblayage est en train de se faire, *“on prépare l’avenir.”* Cet avenir, c’est aussi le nôtre.



En 1977, les présidents des trois centrales se retrouvaient en première ligne de la manifestation montréalaise. Marcel Pepin, de la CMT, les accompagnait.



dans le conflit de la CTCUM

Tous ensemble contre les décideurs en limousine

Les usagers du transport en commun sont aussi des travailleurs qui font face à des patrons comme ceux de la CTCUM, et de la même façon, il leur arrive parfois de faire la grève parce qu'ils sont poussés à bout. Aussi, même si plusieurs usagers ont suggéré aux syndicats de la CTCUM d'utiliser d'autres moyens de pression que la grève totale, au cours d'une assemblée publique mardi soir, à aucun moment ils n'ont repris à leur compte le discours vengeur que les organisations patronales, le gouvernement et les médias d'information leur attribuaient pendant la grève du transport en commun au mois de janvier.

Ils étaient environ 150 à avoir répondu à l'appel du Conseil central de Montréal et des syndicats de la

CTCUM pour entreprendre le plus franchement possible un débat public sur les raisons de cette grève autant que sur ses effets sur la population. C'était peu, mais c'était un commencement qui a été salué avec beaucoup de satisfaction par des intervenants. L'un d'eux a invité les syndicats et les regroupements d'usagers à s'associer pour faire la lumière sur tout ce qui est dans l'ombre à la CTCUM, dont les dirigeants se comportent comme s'ils n'avaient aucun compte à rendre au public.

On a posé des questions sur les revendications, on a émis des doutes sur l'opportunité d'une grève totale sans services essentiels, mais à aucun moment la solidarité des gens dans la salle n'est allée aux Hanigan, Parizeau ou autres décideurs en limousine. Par

delà les inconvénients d'une grève du transport, l'intérêt commun des classes populaires s'est exprimé tout au long de la soirée: "Je suis certain d'une chose, si vous perdez votre indexation, moi je ne pourrai pas l'avoir."

Qu'est-ce qui a amené l'indexation des prestations d'aide sociale?

— Les luttes syndicales des années 1974-75 pour l'indexation des salaires.

Qui a mis fin à l'indexation du salaire minimum acquise par les mêmes luttes?

— Le gouvernement qui veut actuellement geler les salaires du secteur public.

Qui combat les hausses de tarifs? Le Conseil du patronat ou le mouvement syndical? Qui revendique que le métro et les autobus soient gratuits comme les rues sont gratuites pour les automobilistes? Hanigan ou les syndicats? Le ministre du transport commence enfin à envisager de faire

payer les commerces et les industries qui profitent du transport en commun, comme la CSN le réclame depuis une bonne quinzaine d'années.

Ce n'est pas pour rien que les décideurs en limousine et les faiseurs d'opinion font des pieds et des mains pour soulever les non-syndiqués, les gens du privé syndiqués, les gens du privé qui ont un emploi, etc, c'est parce que leur intérêt est fondamentalement opposé à celui des classes populaires, et qu'ils ne peuvent se maintenir au pouvoir quand on se met tous ensemble.



En 1978, après la manifestation contre le chômage et la répression, les manifestant-e-s de Montréal ont participé à une fête de solidarité animée par les travailleurs et les travailleuses du syndicat de la musique (CSN).



En 1973, on a manifesté à travers la province pour la libération des présidents des trois centrales, emprisonnés suite aux négociations du secteur public de 1972. Nous étions 30,000 à Montréal.

expro de Valleyfield le syndicat prévient la catastrophe

Après l'explosion le 15 avril d'un réservoir de 75 tonnes d'acide qui provoque l'intoxication de 15 travailleurs et force l'évacuation de 3,000 résidents de la région, le syndicat mène une enquête indépendante pour découvrir que tout le système de production des acides constitue une véritable bombe. C'est 600,000 livres d'acide nitrique et sulfurique qui risquent de sauter à cause de la présence de nitrocellulose dans les réservoirs. Un autre Mississauga en puissance.

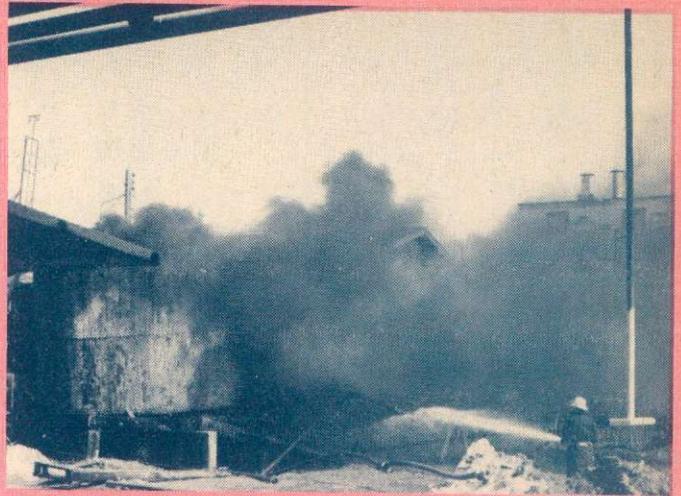
Le syndicat presse l'inspecteur de la CSST d'apposer les scellés sur le plant d'acide, ce qui sera fait avec 7 heures de délais après l'inspection. Le lundi 19, tous les travailleurs évacuent d'urgence l'usine et un plan global de décontamination est exigé. Le syndicat obtient de l'employeur la garantie que l'article 186 de la loi sur la santé et la sécurité au travail sera respecté, assurant le plein salaire pur les 560 travailleurs tout au long des

travaux de décontamination.

C'est grâce à la vigilance du syndicat des travailleurs des produits chimiques de Valleyfield (CSN) que la région a été épargnée d'une explosion qui aurait eu 4 fois l'ampleur de la première.

du mépris pour les travailleurs et la population

La veille de l'explosion du 15 avril, le syndicat avait averti la compagnie du danger réel que représentaient 2 réservoirs. Réponse: "everything is under control". Non seulement, Expro ferme les yeux sur des situations alarmantes, mais la compagnie n'a planifié aucun moyen de faire face à une catastrophe au mépris de la santé des travailleurs et de la population environnante. À cette usine qui fabrique des explosifs, il n'y a pas de plan d'évacuation d'urgence. Au moment de l'explosion, les travailleurs ont dû traverser une colon-



ne d'acides extrêmement toxiques pour sortir du département... il n'y avait que 4 bombes d'oxygène. La compagnie a admis devant la CSST et le syndicat que depuis l'augmentation de la production en 1980, il n'y avait pas d'entretien préventif sur les filtres pour la nitrocellulose. Cette année-là, la compagnie encaissait \$25 millions de profits.

des mesures préventives

"C'est presque de la magie noire que le nombre d'accidents mortels ne soit pas plus élevé dans cette usine" selon

le président du syndicat, Paul Cossette. Le syndicat n'entend pas amener ses membres à retourner au travail sans que la compagnie s'engage à apporter des changements importants aux conditions de santé-sécurité. Une liste de mesures préventives a été établie. On y exige entre autre l'installation d'un système d'aspiration à la source de la nitrocellulose et une plus grande latitude d'action pour le comité de santé-sécurité du syndicat. En plus de soumettre au syndicat le plan de décontamination, Expro a récemment accepté de mettre au

Et cela a-t-il changé depuis 1974, quand plus de 11,500 travailleurs et travailleuses de la région de Montréal ont débrayé en ce jour du premier mai?

CENTRALE UNIQUE des
TRAVAILLEURS du CHILI

Comite de
los d
mujer

Le premier mai est une fête internationale; en 1981, les travailleurs chiliens et les femmes chiliennes ont participé à la manifestation de Montréal. Domitila Chungara, femme de mineur bolivienne également.

LA
Politique
ON VA
LA WATCHER

8 nouvelles csn

point un programme de formation théorique et pratique pour les opérateurs, et ce, d'ici 3 mois.

"Notre force, ça a été l'appui de la population" affirme le président. Le syndicat a constamment informé la population de l'état de la situation dans l'usine par le biais de tracts et de conférences de presse. Aujourd'hui, la compagnie tente de refaire son image par de la publicité sur les ondes de la radio locale.

pour le syndicat de la musique

le placement syndical et un recueil de chansons

Depuis 1978, le Syndicat de la musique du Québec (CSN) tente de pénétrer le marché culturel, de briser le monopole qu'exerce sur la musique l'*American federation of musicians*,

plus communément connue dans le milieu comme **la guilde**.

La tâche n'est pas simple: les militants et militantes du SMQ, après avoir publié un **dossier noir** sur le syndicat américain, dossier étoffé et accusateur, a entrepris des négociations avec différents producteurs de spectacles: fête nationale, Radio-Québec, Grand théâtre de Québec, Café-campus, à Montréal... sans grand résultat durable. En même temps, le SMQ entreprenait de développer des sections régionales, avec succès, d'ailleurs,

puisque six sections sont maintenant actives.

le placement syndical

C'est d'une de ces sections, celle de l'Estrie, qu'est venue la nouvelle orientation du syndicat: organiser des services de placement syndical pour, d'abord, procurer du travail aux membres, organiser le secteur musical, faire progresser les revendications syndicales et surtout libérer les travailleurs et travailleuses de la musique de l'emprise des "boomers" peu scrupuleux qui font leur argent aux dépens des musiciens et musiciennes.

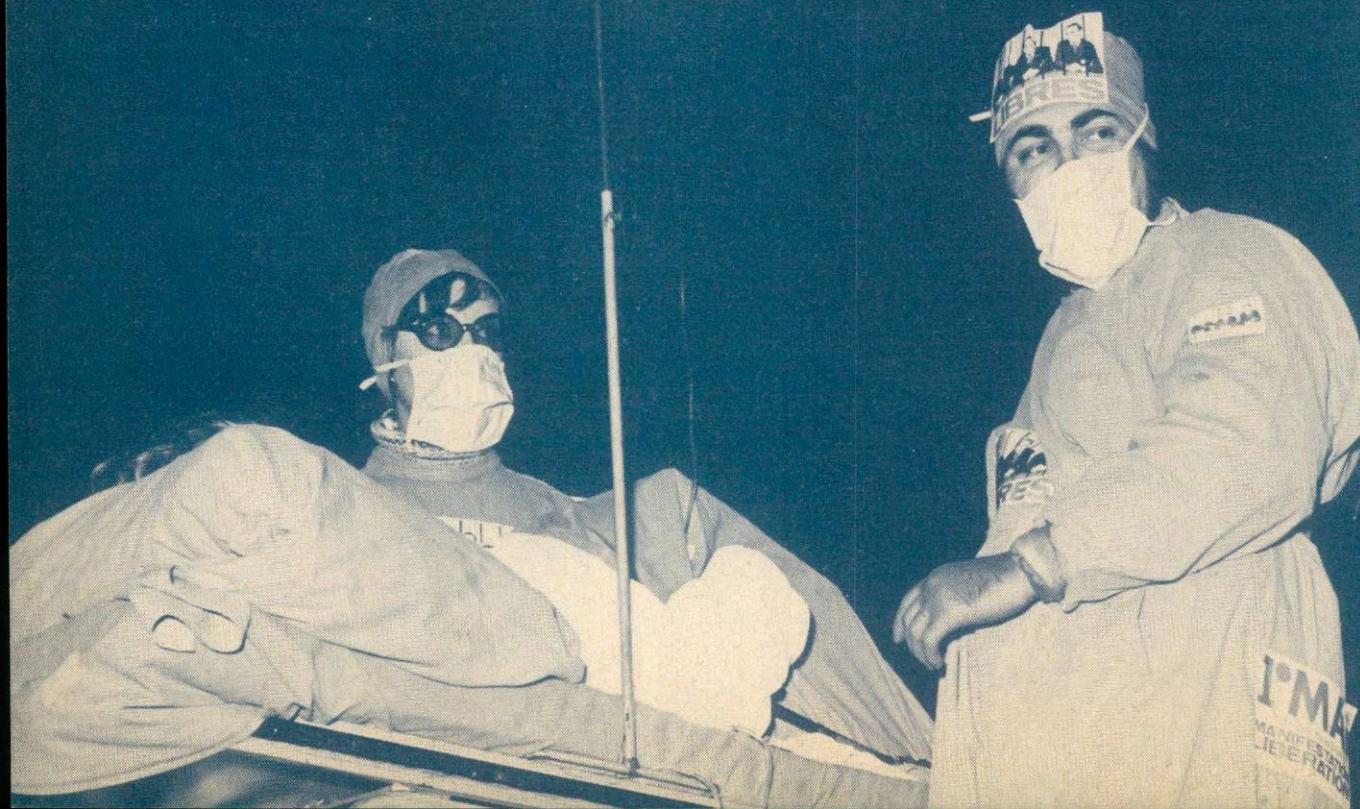
En Estrie, le placement syndical fonctionne depuis l'an passé et donne d'excellents résultats. En temps de crise, le secteur de la culture est le premier menacé: le fait de regrouper les pro-

UN SALUT À LA CLASSE OUVRIÈRE
DANS CE 1^{ER} MAI, JOUR
INTERNATIONAL DES TRAVAILLEURS

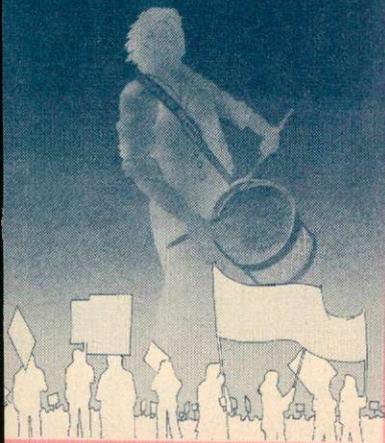


QUÉBEC - EL SALVADOR
COMITE DE SOLIDARITE "FARABUNDO MARTI".

Lors de la manifestation de 1973 à Montréal, des travailleurs et travailleuses d'hôpitaux ont manifesté à leur manière.



CHANSONS DE LUTTE ET DE TURLUTE



tations, dans les milieux de travail, lors des grèves et des occupations, dans nos fêtes populaires et syndicales et aussi, pourquoi pas, pour apporter en vacances.”

Lorsque les conquérants anglais ont brûlé les violons pour empêcher les canadiens-français de chanter leur solidarité, nos ancêtres ont inventé la turlute, musique sans instrument, musique vocale, pour ne pas oublier. Le livre **chansons de lutte et de turlute** est aussi un moyen de ne pas oublier, de se souvenir des luttes du peuple. On peut se le procurer au coût de \$4 au centre de documentation de la CSN, à Montréal, ainsi que dans les conseils centraux.

ductions culturelles dans un bottin d'offrir des services régionaux de placement, sur une base de non-exclusivité permettra aux musiciens et musiciennes de mieux contrôler l'industrie qui les fait vivre.

chansons de lutte et de turlute

À l'occasion du premier mai, le Syndicat de la musique du Québec lance un recueil de 43 chansons, "un recueil pratique pour chanter sur les lignes de piquetage, dans les manifes-

le calendrier du premier mai dans les régions

Nous publions une brève liste des activités du premier mai dans les régions, telles qu'elles nous étaient disponibles au moment de la publication.

bas St-Laurent:

soirée syndicale (30 avril) et sommet populaire, manifestation, souper, pièce de théâtre et soirée de danse (1er mai).

côte-nord:

théâtre (28 avril), théâtre d'improvisation (29 avril), cinéma (30 avril), manifestation, souper et soirée (1er mai).

lanaudière:

manifestation, théâtre (30 avril), discussions sur le manifeste **du travail pour tout le monde** et fête (1er mai).

nord-ouest:

activités culturelles, manifestation et soirée (1er mai) à Rouyn.

outaouais:

manifestation pour les concierges de la CSRO (27 avril), manifestation, théâtre, fête populaire (1er mai), manifeste sur le droit au travail et la situation économique dans la région (4 mai).

montréal:

cinéma (27-28-29 avril),

manifestation et fête populaire (1er mai).

québec:

cinéma (29-30 avril), manifestation, souper, fête populaire, danse (1er mai).

richelieu-yamaska:

manifestation et soirée de solidarité (30 avril).

saguenay lac st-jean:

assemblée générale sur le manifeste **du travail pour tout le monde** (27 avril), kiosques, soirée, manifestation, fête populaire (30 avril).

sept-îles:

théâtre (25-26 avril), soirée divertissante (28 avril), manifestation, cinéma, soirée (30 avril), souper et soirée (1er mai).

sherbrooke:

manifestation, souper, théâtre et fête (1er mai).

sud-ouest:

sommet populaire, manifestation, souper, théâtre et fête populaire (1er mai).

thetford:

cinéma (28 avril), activités sportives, manifestation, soirée de solidarité (1er mai), émission à la télévision communautaire (2 mai).

victoriaville:

cabane à sucre, souper, fête (30 avril), théâtre (1er mai).



La manifestation de 1973 à Montréal.

En 1975, les manifestant-e-s de Thetford Mines se sont recueilli-e-s pour rendre hommage aux mineurs morts de leur travail.

À Sherbrooke les travailleurs et travailleuses du secteur public s'entendent pour dire que la situation actuelle dépasse de beaucoup l'ensemble des travailleurs du secteur public et que c'est en cherchant des solutions collectives que l'on va arriver à passer à travers la crise économique actuelle.

Les travailleurs et les travailleuses du secteur public de Sherbrooke sont forts conscients du poids que le gouvernement veut leur faire porter. À leurs yeux, leur salaire, leurs conditions de travail, leur sécurité d'emploi (qu'ils ont arraché aux prix de plusieurs grèves) devraient à leur sens, être le lot de tous les autres travailleurs.

au centre Youville

travailler: un droit fondamental

Au Centre Hospitalier Youville à Sherbrooke, un établissement pour malades chroniques, il y a eu 12 mises à pied. Ces 12 mises à pied ont entraîné 126 déplacements répartis dans toutes les unités de l'hôpital.

C'est donc dire que chaque unité recevait de nouveaux travailleurs habitués à travailler depuis longtemps avec une autre équipe. À Youville on ne parle plus de services de qualité mais de services essentiels.

De plus, l'administration du Centre Hospitalier Youville a institué l'horaire de 25 heures par semaine. Des hommes, des femmes, ayant charge de famille se retrouvent du jour au lendemain avec un salaire coupé de moitié.

Qui peut se vanter de pouvoir faire vivre une famille décemment avec un salaire de temps partiel?

Quand il y a 5 ou 6 ans on parlait de l'importance de la stabilité du personnel, on parlait, il va de soi, de l'importance de continuer d'humaniser les services de santé au Québec.

"Ça prend tellement de temps à former une équipe de travail et d'acquérir une certaine coordination, une continuité dans les soins et une planification qui soit adéquate que l'on peut se demander com-

ment les administrateurs peuvent parler de qualité des services quand le personnel change d'unité tous les 6 mois."

"Ce qui était inhumain il y a 5 ans lorsque le syndicat proposait les services essentiels, c'est devenu normal maintenant."

Au niveau des services à la clientèle pour les soins prolongés, il a déjà pénurie.

Des conditions de travail pénibles

Avec l'application du demi-horaire, les conditions de travail sont de plus en plus difficiles. Depuis les coupures budgétaires les femmes préposées aux bénéficiaires doivent maintenant faire la toilette des hommes. Tous les matins chaque préposée-e a au moins 5 bains à donner. Dans l'après-midi elles (ils) vont en équipe de deux faire la tournée des 18 patients.

"On ne suffit pas à la demande des malades, on court toute la journée si bien qu'on ne peut consacrer trop de temps à chaque patient, on est obligé de travailler de plus en plus vite sinon on arrive pas à voir tout notre monde." Le taux d'absentéisme va en augmentant car de plus en plus de travailleuses et travailleurs ont de la difficulté à supporter le stress que leur occasionne leur travail.

Les maux de dos sont choses fréquentes chez les préposées et plusieurs d'entre elles doivent avoir recours à la physiothérapie.

à sherbrooke

"Ce n'est pas en coupant nos augmentations de salaires et en sabrant dans nos acquis que le gouvernement va régler sa crise budgétaire actuelle."

Alors, quand le gouvernement parle des travailleurs du secteur public comme les privilégiés de la société, à Youville on se demande s'il parle bien d'eux. La majorité des gens travaille maintenant à temps partiel et ils ne savent pas s'ils vont pouvoir garder leur emploi encore longtemps. La sécurité d'emploi n'existe pratiquement plus pour eux.

"Travailler est un droit fondamental, ce n'est pas un privilège comme le laisse sous-entendre le gouvernement actuellement. Je ne pense pas que je sois une privilégiée avec un salaire de 15,000\$ par année, ce qui est la moyenne pour les préposés à temps complet ici. Si on ne s'était pas battu pour nos conditions de travail et pour un minimum de sécurité d'emploi, aujourd'hui on serait dans la rue comme beaucoup de travailleurs et travailleuses du secteur privé. Ce que nous avons, tout le monde doit l'obtenir."

Le gouvernement a des choix politiques à faire, disent-ils. "Dans le secteur public on met toute la crise sur notre dos mais le gouvernement ne parle jamais des médecins. Pourtant les médecins sont en grande partie responsable de la grosse part du budget des affaires sociales. Le gouvernement devrait contrôler et contourner davantage les médecins."

"Le gouvernement parle de geler nos salaires mais avant de faire cela il s'est voté une augmentation de salaire. Qu'il commence par donner l'exemple et à couper dans son gras à lui."

Les 6 et 7 avril derniers, nouvelles-csn s'est rendu à Sherbrooke où nous avons rencontré plus d'une trentaine de salariées-ées du Centre Hospitalier Youville, de l'Hôtel-Dieu, de l'hôpital St-Vincent et du CLSC SOC ainsi que des employés de soutien du secteur de l'éducation.

Plusieurs positions sur la situation actuelle ont fait l'unanimité. Voici quelques extraits de ces entrevues.

à l'Hôtel-Dieu

Les techniciennes en éducation spécialisée harassées par la bureaucratie

Les techniciennes et techniciens en éducation spécialisée à l'Hôtel Dieu de Sherbrooke sont de plus en plus paralysés dans leur travail par toutes sortes de contrôle de l'administration.

"Nous sommes surveillés constamment, tous les jours nous devons remplir une foule de statistiques pour prouver ce que nous faisons. Les administrateurs veulent surtout savoir si nous sommes rentables."

Selon Denise Houde, le contrôle systématique de leur travail crée un climat de stress pour eux et pour les malades. Cette situation démobilise le personnel et le décourage à entreprendre de nouveau projet. C'est un des plus graves problèmes du secteur public, disent-ils.

"On nous traite comme si on était des enfants qu'il faut toujours surveiller ce qui démontre assez le climat qui existe en ce moment entre patrons et employés".

Michel McFarland compare ses conditions de travail à celles du secteur privé.

"Les techniciens en loisirs de la ville de Sherbrooke gagnent 300,00\$ par semaine en commençant et ils n'ont pas les contraintes et le stress que nous avons pendant la journée. De plus, ils ne travaillent pas avec la même clientèle que celle que nous avons dans les hôpitaux."

En plus de donner 4 heures de cours intensifs, les techniciennes et

techniciens en éducation spécialisée doivent tenir à jour les dossiers de chacun de leurs patients, rencontrer les différents intervenants pour chacun des cas et analyser avec eux les effets de la thérapie prescrite pour chacun.

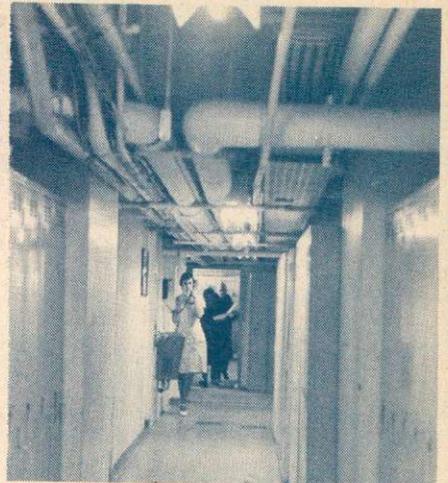
En atelier, les patients paient le coût du matériel pour leur production.

Depuis quelques mois l'administration de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke a décidé de faire payer aux patients le coût du matériel que ces derniers utilisent pendant les activités comme les arts plastiques, le tissage, la menuiserie etc., dans le but de renouveler le matériel sans qu'il en coûte trop cher à l'hôpital. Si un patient n'a pas l'argent, il doit changer de projet ou encore laisser sa production à l'hôpital qui va la vendre lors d'une exposition.

"Les productions ici ont de l'importance que pour celui qui l'a faite, ça n'intéresse pas le grand public." Dans les faits, c'est que pratiquement personne n'achète les productions des malades.

Il est à noter que la première production est gratuite. Ce qui fait dire à Michel McFarland: *"juste assez pour que les patients se sentent utiles mais sans qu'ils prennent goût d'aimer ce qu'ils font. Ça fait 15 ans que je me bats pour essayer qu'ils s'aiment à travers ce qu'ils produisent, mais l'administration ne tient pas compte de cela. Ils préfèrent les médicaments..."*

Les techniciennes et techniciens sont obligés maintenant de tenir un petit cahier pour contrôler chaque patient et ainsi calculer avec eux le coût de leur production. On peut s'imaginer la perte de temps que cette situation occasionne. Pour eux l'avenir ne s'annonce pas rose à voir le climat de méfiance qui existe déjà à l'heure actuelle.



Réponse des 3 centrales FTQ, CEQ, CSN, à la proposition du gouvernement

UN ULTIMATUM INACCEPTABLE

(Voici le texte intégral de la réponse des présidents de la CSN, de la FTQ et de la CEQ à l'ultimatum du gouvernement de réouvrir les conventions collectives du secteur public et para-public.)

Le gouvernement du Québec déposait, jeudi le 15 avril dernier, devant les représentants des trois centrales syndicales dans le secteur public CSN-FTQ-CEQ, une proposition de réouverture de la convention collective des employé-e-s du secteur public et para-public.

Cette proposition a déjà été véhiculée dans les media et a fait l'objet de nombreux commentaires.

Afin de dissiper toute confusion, il convient de la rappeler pour situer clairement les enjeux, tenants et aboutissants pour les travailleurs et travailleuses du secteur public, pour tous les travailleurs et travailleuses en général, et pour l'ensemble de la société québécoise.

La proposition du gouvernement: un ultimatum

La proposition du gouvernement demande aux salarié-e-s de l'État de renoncer à une part substantielle de leurs augmentations de salaires prévues pour le 1er juillet et le 31 décembre 1982, ainsi que l'abolition pour un an des échelons, avancements de classe, de la reconnaissance de la scolarité additionnelle, de la reclassification, etc., soit un montant total de \$521,000,000.

Sans compter les modifications que le gouvernement du Québec entend apporter aux régimes de retraite qui priveront les travailleurs d'une somme de quelque 700,000,000\$ au cours des 33 prochains mois sous forme de réduction de bénéfices de retraite, de réduction de la contribution de l'em-



ployeur, et d'accroissement de la cotisation de certains salariés-e-s.

Cette proposition du gouvernement est par ailleurs assortie d'une menace écrite d'un gel complet des rémunérations, au moins pour 1983, accompagné de 17,430 mises-à-pied en cas de refus de la proposition du gouvernement ou d'échec des négociations.

Le gouvernement s'est également gardé les alternatives de mettre fin à la convention collective dès le 30 juin 1982 ou de décréter unilatéralement les conditions de travail à partir du 1er juillet 1982, alors qu'il s'agit d'une convention collective signée de bonne foi par les parties.

La crise économique

La CSN, la FTQ et la CEQ tiennent à rappeler le contexte économique et les propositions qu'elles ont avancées et défendues depuis l'automne 1981.

La crise économique que les travailleurs et travailleuses subissent et qui leur est aussi cyniquement infligée par la politique monétariste d'Ottawa, fait souffrir une majorité de travailleurs et travailleuses, de chômeurs, d'assistés sociaux, de jeunes, de retraités, de femmes, d'handicapés.

Les trois centrales syndicales ne

peuvent demeurer insensibles à la condition du "monde ordinaire" et entendent agir conséquemment. De plus le problème le plus grave et le plus urgent qui demeure posé est celui du chômage.

Il faut également rappeler que plusieurs revendications du mouvement syndical, dont la canalisation de l'épargne collective vers des investissements productifs, l'élargissement de la syndicalisation, la relance de l'industrie du bâtiment, le changement des politiques économiques pour relancer l'emploi, une fiscalité plus équitable, un plan de développement des services éducatifs et sociaux, une caisse de stabilisation de l'emploi, ont été l'objet de fort peu de discussions et d'encore moins de décisions de la part du gouvernement.

Revendications et principes syndicaux

Pour les centrales syndicales, toute solution démocratique à la crise passe par le progrès social, la réduction des inégalités et des perspectives de développement de l'emploi.

Nous mettons donc de l'avant les principes et revendications qui doivent nous guider dans la situation actuelle.

- 1° exiger que ce ne soient pas ceux qui sont les victimes de la crise qui en fassent les frais, mais bien ceux qui l'ont causée et qui en profitent.
- 2° avancer des alternatives en ce qui concerne le développement économique et social.
- 3° maintenir le niveau des services publics.

Une proposition inacceptable

Dans le cadre des principes et revendications que nous venons d'énoncer, il devient évident que la proposition du gouvernement est inacceptable.

Elle est inacceptable parce qu'elle fait porter sur les travailleurs et travailleuses l'ensemble des contraintes imposées pour atténuer la crise budgétaire de l'État.

Elle est inacceptable parce qu'aucune perspective de développement économique et social n'est mise de l'avant: toute la question du chômage, qui est une priorité, est complètement ignorée.

Enfin, elle est inacceptable parce qu'aucune garantie n'est donnée quant au maintien et au développement des services publics.

Une proposition syndicale commune

La CSN, la FTQ et la CEQ estiment que la question réelle, la crise économique, demeure entière, et qu'en aucune façon la proposition du gouvernement ne peut être considérée puisqu'elle n'apporte aucune solution en profondeur aux problèmes économiques du Québec. Par ailleurs, les instances de coordination des négociations des salarié-e-s du secteur public et para-public, membres des trois centrales CSN-FTQ-CEQ élaborent une proposition commune qui sera soumise aux instances des syndicats du secteur public.

C'est au terme de cette démarche que sera connue la réponse des travailleurs et travailleuses du secteur public.



L'orientation idéologique de la CSN laisse une place aux minorités anglophones et ethniques

LES PROFESSIONNEL(LE)S
DE DAWSON
ADHÉRENT À LA CSN

Jusqu'à tout récemment, les professionnel(le)s du collège Dawson n'étaient affiliés à aucune centrale.

Beverly Swift présidente du syndicat donnent les raisons qui sont intervenues: *"Pour bien comprendre la situation, il faut faire un bref retour en arrière. Malgré le fait que la clientèle étudiante demeure relativement stable, par diverses tactiques (réorganisation, non-remplacement, etc.) la direction du collège a réussi en 5 ans à couper 53% des postes de professionnel(le)s tout en augmentant de 50% le nombre de cadres. Cette situation a amené les professionnel(le)s à remettre en question le principe de la bonne entente avec les cadres car ils se sont aperçus que les coupures se faisaient de manière aveugle et ne tenaient pas compte des services à rendre à la clientèle."*

Il faut savoir que le Cégep Dawson est le plus gros établissement d'enseignement collégial du Québec. Il compte une population de 6,800 étudiants de jour et 2,500 le soir. La majorité des étudiants sont des allophones qui, selon une récente étude, proviendraient de 90 pays différents. À cet égard le collège Dawson est l'un des seuls collèges à offrir une éducation hétérogène multi-ethnique.

Selon Mary Mallone: *"Nous avons choisi la CSN parce qu'elle représente la majorité des travailleuses et des travailleurs du secteur public et parapublic et qu'elle compte de nombreux syndicats anglophones."*

détérioration des services

Les coupures de postes de professionnel(le)s ont entraîné une sé-

rieuse détérioration des services à la clientèle tant du jour que celle du soir.

Rien qu'à l'éducation des adultes on a coupé 18 postes ce qui a eu pour effet de diminuer sensiblement les activités de formation populaire et professionnelle.

Les services de support à l'étudiant ont été coupés par l'abolition de postes au niveau des psychologues, des conseillers en audio-visuel ainsi que le responsable à l'aide financière même si ce dernier avait une hausse de la demande pour ce service.

recherche de boucs émissaires

Pour masquer leur incompétence administrative, la stratégie des cadres a consisté à faire porter le blâme des déficits budgétaires sur le dos des professionnel(le)s.

Selon Mary Mallone: *"La direction du collège cherche à créer la division entre les travailleurs et les travailleuses."* La nouvelle directrice déclarait dernièrement à un groupe de professionnel(le)s: *"étant donné que votre convention collective n'est pas aussi forte que celle des enseignants, qu'ils étaient pour procéder à d'autres coupures chez le personnel non-enseignant."* D'autres cadres ont mentionné *"que lors de la prochaine négociation, ils étaient pour déclassifier de nombreux postes."*

Pour les professionnel(le)s du Cégep Dawson, leur affiliation à la CSN signifie qu'ils désirent augmenter leur rapport de force afin de combler les trous de leur convention collective et de mieux se protéger contre les visées de la direction du collège.

...petites nouvelles...

conflits de travail

Gaz métro la grève se poursuit

C'est à 80% que les 525 membres du syndicat des employés de Gaz métro ont rejeté les dernières offres patronales, à l'invitation du comité de négociation. 85% des membres étaient présents lors du vote.

Après 10 jours de conciliation en présence du conciliateur, Roger Doucet, un accord de principe avait été conclu sur presque toutes les clauses monétaires, à l'exception des salaires. L'offre salariale était de 12% au 1er octobre '81 et de 11% le 1er octobre '82, assortie d'une formule d'indexation la deuxième année si le coût de la vie dépasse 12% d'augmentation la première année.

L'employeur refuse toujours de négocier sur la question des contrats à forfait, une pierre d'achoppement importante dans ce conflit.

La grève a été entreprise le 1er mars.

manif du monde à pourboire le 10 mai

Le 10 mai prochain à 15h30 les gens à pourboire se rendront au bureau du

premier ministre québécois, René Lévesque, à l'édifice de l'Hydro-Québec sur la rue Dorchester à Montréal afin de démontrer au gouvernement péquiste qu'ils ne digèrent pas la politique discriminatoire qu'il exerce à leur égard.

Les gouvernements provincial et fédéral continuent d'appliquer un traitement de faveur... très spécial aux travailleurs et travailleuses à pourboire, syndiqué(e)s ou non. En effet, ces deux (2) paliers de gouvernement n'ont bronché aucunement aux revendications des gens à pourboire. Le ministère du Revenu québécois poursuit toujours ces employé(e)s afin qu'ils payent des impôts pour des revenus antérieurs. Quant au gouvernement fédéral il refuse toujours aux employé(e)s à pourboire le droit de retirer les mêmes avantages sociaux que les autres travailleurs et travailleuses, comme l'assurance-chômage, le régime de retraite, etc... Et cela même si les gens à pourboire payent de l'assurance-chômage. Pendant ce temps le ministre fédéral MacEachen annonce que les échappatoires fiscales dont jouissaient les compagnies ont été rétablies.

Devant le harcèlement commun des deux gouvernements, les gens à pourboire s'unissent. Tous les travailleurs et les travailleuses à pourboire, syndiqué(e)s ou non, peuvent communiquer avec l'Association du monde à pourboire à (514) 598-2358.

sécurité santé

un ouvrier meurt à la Vickers

Samedi 17 avril, un ouvrier de Versatile Vickers (ex-Canadian Vickers) de Montréal trouvait la mort, écrasé sous un mât de grue.

Claude Côté, 47 ans, père de 4 enfants, est la quatrième victime en 5 ans sur les chantiers de cette compagnie.

Depuis 5 mois, Versatile Vickers a procédé à 400 mises à pied. Pour les 650 travailleurs qui restent, la charge de travail a été augmentée et les compétences ne sont plus respectées, tout le monde doit faire de tout.

Claude Côté travaillait seul au moment de l'accident pour effectuer un travail nécessitant 4 travailleurs. Il était spécialisé dans l'opération de grues hydrauliques, ce samedi-là, il a dû travailler sur une grue conventionnelle, ce qui est passablement différent.

Le syndicat réclame une enquête.

Triest isolé à la M.I.U.F.

Le Centre d'accueil Triest est isolé à la M.I.U.F. depuis 1978 et la direction de l'établisse-

ment refuse toujours au syndicat l'accès aux résultats de deux enquêtes qui ont été menées depuis novembre 1981.

L'administration du centre se contente de répondre aux représentants du syndicat que les tests ne révèlent rien d'alarmant. Alors pourquoi s'objecte-t-elle à ce que le syndicat de Triest consulte les rapports?

Rappelons que le Centre d'accueil Triest emploie 300 personnes et héberge 290 bénéficiaires.

Pour la CSN, afin que les patients et les travailleurs et travailleuses ne soient pas victimes de la M.I.U.F., le gouvernement doit élaborer un programme de décontamination des édifices publics.

solidarité

solidarité avec les peuples d'Afrique australe

Du 7 au 9 mai, Ottawa sera le théâtre de la Conférence canadienne de solidarité avec les luttes de libération des peuples de l'Afrique australe.

Des représentants de deux mouvements de libération, la SWAPO de Namibie et l'ANC d'Azanie y prendront la parole.

La lutte contre les politiques racistes d'apartheid et le rôle du Canada en Afrique australe feront l'objet de nombreux débats.

Robert Gaulin de la CEQ occupe la co-présidence de cette conférence.

...petites nouvelles...



organi- sation

Place Ville-Marie le syndicat CSN accrédité

Le nouveau syndicat des travailleur(euse)s de la Place Ville-Marie représentera les 300 employé(e)s des 10 bars et restaurants de cet établissement mont-réalais.

En novembre, les travailleur(euse)s votaient dans une proportion de 2 contre 1 en faveur du syndicat autonome affilié à la CSN, signifiant ainsi sans ambiguïté leur volonté de quitter le local 31 dont ils étaient membres depuis 1967.

L'union américaine ayant contesté les résultats de ce vote, de nouvelles auditions devant le commissaire du travail ont dû être tenues. C'est cette contestation que le commissaire Devlin a rejeté en accréditant le nouveau syndicat CSN.

Ce groupe de travailleur(euse)s est le sixième depuis un an parmi les hôtels montréalais à quitter les rangs de l'Union des employés d'hôtels, restaurants et commis de bars (local 31) pour adhérer à la CSN.

à Radio-Canada les contractuels s'impatientent



Le 19 avril, les journalistes contractuels se sont rendus manifester, gâteau en tête, aux bureaux du Conseil canadien des relations de travail le 3^{ème} anniversaire de leur demande d'accréditation.

Les auditions au CCRT sont terminées depuis février 1981 et depuis un an, les contractuels se font répondre qu'une décision est imminente. Les 200 journalistes à contrat en sont à leur troisième tentative en vue de se syndiquer. Cette fois, l'accréditation regrouperait tous les contractuels de l'information du réseau français à travers le pays.

Le CCRT s'est refusé à donner une échéance précise pour rendre sa décision.

gens qui y travaillent, des ressources maritimes disponibles, et de la présence des multinationales en eau québécoise...



divers

pour une pédagogie de transformation sociale

Un colloque de pédagogie progressiste et populaire aura lieu à l'UQAM les 7-8-9 mai 1982. Ce colloque se veut le lieu de rencontre et de regroupement de tous les éléments progressistes des groupes populaires, des milieux syndicaux et des milieux de l'enseignement. Le colloque s'adresse à tous ceux et celles qui croient:

- que la formation doit combattre les relations de domination que les hommes entretiennent à l'égard des femmes, les patrons à l'égard des travailleurs et des travailleuses, les adultes à l'égard des enfants, l'ensemble de la population à l'égard des autochtones, en somme toute forme de domination;

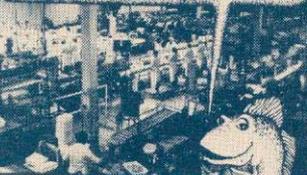
- que l'école doit servir à libérer les enfants et à les équiper pour pouvoir changer collectivement la société dans le sens des intérêts de la majorité.

Pour de plus amples renseignements:
Diane Robert
ou Paule Dufour
6813 St-Denis, Montréal
H2S 2S3
276-8879

nouvelles publi- cations

UNE HISTOIRE DE PÊCHE...
...PAS COMME LES AUTRES!

*Au fond... on a les
mêmes intérêts
que dans les usines!*



Hommage
aux travailleurs
et travailleuses
des usines de
transformation
des produits de la mer



"une histoire de pêche..."

À la veille des prochaines vacances estivales, plusieurs travailleurs et travailleuses lorgnent, déjà, du côté de la Gaspésie ou des Maritimes. Après un hiver difficile, ces syndiqué(e)s se voient déjà se prélassant sur les plages ou encore dégustant le petit homard de Shédiac au N.B. ou encore la Morue de la Gaspésie. Cependant avant de partir en vacances, il faut absolument lire "Une histoire de pêche pas comme les autres". Cette dernière publication de 22 pages produite par la CSN est un document passionnant, à jour, et illustré de l'industrie de la pêche, des



TOUS ENSEMBLE

POUR UN AVENIR À NOTRE GOÛT

À travers le monde, les **jeunes** disent qu'il n'y a pas d'avenir. "No future". Pas de futur.

Au Québec, 22% des **jeunes travailleurs et travailleuses** ne trouvent pas d'emploi, s'ils ont entre 15 et 24 ans.

En mars, le Canada a perdu 181,000 emplois. De ce nombre, le Québec en compte 166,000 (80%). Les **jeunes** sont les plus touchés.

Pendant ce temps, les **gouvernants** et les **patrons** coupent des postes, ferment des usines. Ils créent le chômage alors que les profits et les impôts augmentent.

Chandler: (418) 689-2294 Chicoutimi: (418) 549-9320 Drummondville: (819) 478-8158 Granby: (514) 372-6830 Hauterive: (418) 589-2069 Hull: (819) 771-7447 Joliette: (514) 759-0762 Montréal: (514) 598-2121 Québec: (418) 647-5700 Sept-Îles: (418) 962-5571 Shawinigan: (819) 536-4433 Sherbrooke: (819) 563-6515 Sorel: (514) 743-5502 St-Hyacinthe: (514) 774-5363 St-Jean: (514) 348-4965 St-Jérôme: (514) 438-4196 Thetford Mines: (418) 338-3159 Trois-Rivières: (819) 378-5419 Val d'Or: (819) 825-6137 Valleyfield: (514) 371-5556 Victoriaville: (819) 758-6241